

Portrait de... Alain Juppé

PORTRAIT

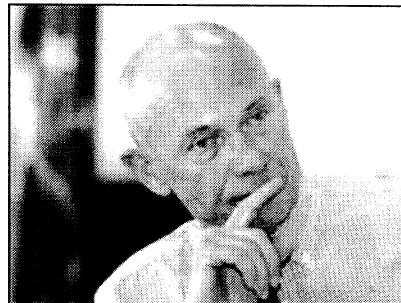
L'ami des puissants

Ancien commissaire européen, le Français Pascal Lamy postule à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce. Un pari audacieux mais mûrement réfléchi pour celui qui a la réputation d'un chrétien social bosseur au caractère bien trempé.

Par Ghislain de Montalembert

[26 février 2005]

Pascal Lamy dirigera-t-il la prestigieuse et toute-puissante Organisation mondiale du commerce (OMC) ? L'ancien commissaire européen en rêve. Il ne l'a guère caché lors du grand oral qu'il a passé à Genève le 26 janvier, comme ses trois concurrents (le Brésilien Luiz Felipe de Seixas Correa, le Mauricien Jaya Krishna Cuttaree et l'Uruguayen Carlos Pérez del Castillo). A-t-il convaincu une majorité des représentants des 148 pays membres de l'organisation qui régit les échanges entre pays riches et moins riches ? La rumeur ne dit pas non, mais tout peut encore basculer d'ici au 31 mai. Le parcours de Lamy, sa carrure européenne, son approche des questions multilatérales, son âge aussi (57 ans) plaident pour lui. Sans oublier les bonnes relations que ce Français a su entretenir et maintenir avec ses contacts à Washington au long de ces dernières années riches en querelles transatlantiques. Une réelle complicité le lie même à son ex-homologue américain, le représentant pour le Commerce Bob Zoellick. Ce personnage, qui figure parmi les hommes les plus influents à la Maison-Blanche, a été le conseiller de George Bush père avant de participer à l'équipe de Bush fils qui vient de le choisir pour seconder Condoleezza Rice au département d'Etat alors que débute son second mandat.



Indépendant mais fidèle, intransigeant mais diplomate, Pascal Lamy se verrait bien à la tête du commerce mondial.
Photo R. Vialeron/Le Figaro.

Zoellick et Lamy sont considérés comme les principaux artisans du lancement, en 2001, du fameux cycle de négociations économiques de Doha centré sur le développement. Leur amitié, née à l'occasion des marathons de négociations (et des marathons tout court : ils partagent le même goût pour la course à pied), s'est révélée précieuse quand il s'est agi, par exemple, de désamorcer les épineux conflits commerciaux entre Washington et les 25 européens : subventions agricoles, aides à l'exportation, soutien à l'industrie aéronautique, tarifs douaniers... Autant dire que l'administration américaine qui redoute les surprises sait à qui elle aurait à faire avec ce Français, négociateur roué et respecté, engagé mais respectueux de ses partenaires, s'il devait accéder à la tête de l'OMC.

De ce côté-ci de l'Atlantique, un autre facteur favorise (au moins en apparence) la candidature de Lamy. Dans les coulisses du pouvoir on murmure que Jacques Chirac n'y serait pas opposé ou, du moins, n'y aurait pas mis de veto. C'est nouveau, en tout cas différent de ce qui avait été la ligne de conduite de l'Elysée quand, voilà quelques mois, l'ex-commissaire européen avait brigué la direction

générale de l'influent Fonds monétaire international (FMI), mais aussi lorgné la présidence de la Commission européenne qu'allait abandonner son ami, le socialiste italien Romano Prodi. Dans les deux cas, l'Elysée aurait, dit-on, refusé de lui apporter tout soutien. Cela veut-il dire que, désormais, Jacques Chirac trouve une utilité à l'éloignement de Lamy ? Cela veut-il dire que l'ex-commissaire européen, proche de François Hollande, renoncera à s'intéresser à la politique franco-européenne ?

Le «french socialist» est un caméléon

Officiellement Pascal Lamy ne fait pas de politique. Même si sa proximité avec le parti socialiste est avérée : il préside Notre Europe, une association fondée par Jacques Delors en 1996. Selon la rumeur, le premier secrétaire François Hollande ne rechignerait pas à intégrer dans son équipe cette tête bien faite, rompue aux dossiers internationaux. Fils de pharmaciens catholiques, Lamy a le cœur à gauche. Socialiste tendance Strauss-Kahn, il ne renie pas l'étiquette de chrétien social. A l'ENA, qu'il a intégrée après HEC et Sciences-Po, un de ses professeurs l'a littéralement fasciné. Il s'appelait Jacques Delors. Bosseur et opiniâtre, le futur grand commis de la République décroche une deuxième place au classement final : derrière Alain Minc, mais juste devant... Martine Aubry, la fille de Jacques Delors. Le voilà inspecteur des Finances. Toutes les portes s'ouvrent à lui. Y compris, bientôt, celles de la politique : dès 1981, il fait partie de la garde rapprochée de Jacques Delors, alors ministre des Finances. Deux ans plus tard, Pierre Mauroy le choisit comme directeur adjoint de son cabinet. Un destin tout tracé. Mais, en 1985, Jacques Delors, porté à la présidence de la Commission européenne par François Mitterrand et Helmut Kohl, l'appelle à ses côtés. Directeur de cabinet et fidèle sherpa, Lamy découvre les nuits de négociations interminables, l'atmosphère des «sommets», les bras de fer, les compromis, les confidences et parfois les aveux d'impuissance de ses interlocuteurs qui peinent à suivre le rythme des pionniers de l'Union économique et monétaire. Il découvre le pouvoir qui s'invente à Bruxelles et devient vite un personnage clé de la scène européenne.

En 1994, Edouard Balladur est à Matignon, François Mitterrand bataille contre le cancer, Lionel Jospin n'est pas encore candidat à l'élection présidentielle et Jacques Delors n'a pas encore renoncé à l'être. Pascal Lamy, lui, rentre à Paris. Il rejoint le Crédit Lyonnais avec le titre de numéro 2. C'est lui que Jean Peyrelevade, qu'il a rencontré à Matignon sous Mauroy en 1981, a choisi pour piloter la restructuration de la banque (embourbée dans les scandales) et sa privatisation. L'opération est un succès. Peyrelevade souhaite le garder à ses côtés, mais Lamy a autre chose en tête. Bientôt, une nouvelle cohabitation s'installe entre Chirac et Jospin, cette fois. Matignon lui propose la présidence d'Air France. Il refuse, mais accepte de retourner à Bruxelles en tant que commissaire européen. Début juillet 1999, Lamy remplace donc le Britannique sir Leon Brittan au poste - prestigieux - de commissaire européen au Commerce. Il va l'occuper pendant six ans.

De part et d'autre de l'Atlantique, les moins informés des libéraux redoutent de voir ce «french socialist» devenir le porte-parole de l'Europe auprès de l'OMC. Ils seront vite rassurés : Lamy se révèle fervent apôtre du libre-échange, une sorte de moine-soldat de la mondialisation même s'il est tout aussi ardent défenseur des pays les plus pauvres et certain que le commerce peut être mis au service du développement. Ce qu'il pense est résumé dans un ouvrage qu'il a publié l'année dernière (*la Démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale*, Seuil) : «*Il nous faut partir aujourd'hui j'en ai la conviction-à la recherche d'une nouvelle gouvernance mondiale, capable de conjuguer l'efficacité que les Etats n'ont plus et la légitimité que les organisations internationales n'ont pas encore. Cette nouvelle gouvernance, c'est ce que j'appelle la démocratie alternative.* » Cette idée au service d'une conviction est précisément ce que lui reprochent les altermondialistes. En 2003, des milliers de manifestants réunis sur la plateau du Larzac l'avaient nommément interpellé en l'accusant de «*vouloir privatiser la planète*» !

Mais c'est surtout avec Matignon et l'Elysée que les relations se tendent. En effet, depuis son bureau bruxellois, Lamy n'hésite pas, cette année-là, à donner des leçons d'orthodoxie budgétaire au Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, alors que

le déficit de la France dépasse la barre fatidique des 3% du PIB définie par le Pacte de stabilité économique et monétaire et gravée dans le marbre de Maastricht. La France est sortie des clous. Lamy le déplore mais ne transige pas : « *Il faut améliorer le Pacte de stabilité mais tant qu'on a un contrat, on l'applique* », lance-t-il au cœur de la polémique qui fait rage entre Paris et les institutions bruxelloises. Trahison ? En tout cas, Matignon s'agace. Raffarin, conforté par l'Elysée, demande au commissaire européen du Commerce de « *s'en tenir à son mandat, rien qu'à son mandat* ».

Ce n'est pas la première fois que Pascal Lamy écope d'un avertissement. Sur l'exception culturelle par exemple, quand, en pleine cohabitation Chirac-Jospin, il prône l'abandon, dans la Constitution européenne, de la règle de l'unanimité sur les accords commerciaux en matière culturelle et audiovisuelle. Ou, plus récemment en mai 2004, quand il propose d'éliminer les subventions européennes aux exportations agricoles, un autre sujet de préoccupation et d'attention du Président. « *C'est curieux. A Bruxelles, tous les commissaires pensent aussi à leur pays. Mais quand un Français devient commissaire c'est comme s'il oubliait qu'il est d'abord... français !* », lâchera même un jour Hervé Gaymard, alors ministre de l'Agriculture, en parlant de Lamy, sans le citer.

Pas français, Lamy ? En tout cas, ses homologues lui ont toujours trouvé le « je-ne-sais-quoi » (en français dans le texte) habituellement prêté aux responsables politiques promu par Paris. Ce « je-ne-sais-quoi » qui irrite ou séduit le petit monde des institutions européennes et internationales, et qui s'appelle le... culot. La preuve ? Lors de son grand oral devant les examinateurs de l'OMC, Pascal Lamy n'a pas hésité à souligner le fait que, dans ses fonctions de commissaire européen, ses relations avec les dirigeants français n'ont pas toujours été... roses, mais la plupart du temps franches et directes. Avant de conclure : « *Cela donne une certaine indication sur mon potentiel d'indépendance...* » Cette indication aura-t-elle séduit le jury ?